

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 février 2023
Français
Original : anglais

**Lettres identiques datées du 10 février 2023, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de Président du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, au nom du Groupe à New York, des lettres identiques datées du 10 février 2023, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité au sujet des sanctions imposées au Soudan (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

(Signé) Munir Akram



**Annexe aux lettres identiques datées du 10 février 2023 adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent du Pakistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

Dans le cadre des débats engagés au sein du Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat du groupe d'experts créé par la résolution [1591 \(2005\)](#) du Conseil, nous tenons à préciser la position du Soudan, qui a également été approuvée par le Groupe arabe.

Les sanctions concernant le Darfour avaient pour but de punir les instigateurs d'un conflit intra-étatique, mais leurs effets ont dépassé la sphère des personnes visées, jusqu'à compromettre la sécurité dans la région et dans tout le pays. La résolution [1591 \(2005\)](#) n'est pas limitée dans le temps et, par conséquent, ne comporte pas de clause de retrait ni de date de cessation.

Le Conseil de sécurité, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a adopté la résolution [1591 \(2005\)](#) qui impose des sanctions au Soudan depuis 2005. Cette résolution a été adoptée à une époque où des affrontements militaires intenses faisaient rage entre les forces du gouvernement soudanais et les groupes qui leur étaient hostiles dans les États de la région du Darfour, ce qui avait conduit à l'aggravation de la situation humanitaire et à l'adoption de ce texte. Par cette résolution, le Conseil a également imposé un embargo sur les armes au Darfour, ainsi que des sanctions ciblées et une interdiction de voyager visant quelques personnes soupçonnées d'avoir influencé le cours de ces événements tragiques, dans les deux camps.

Compte tenu des conditions actuelles sur les plans politique et de la sécurité, non seulement au Darfour mais dans tout le Soudan, les sanctions imposées en application de la résolution [1591 \(2005\)](#) ne sont plus adaptées à la réalité d'aujourd'hui, qui est différente de celle de 2005, l'année où elles ont été imposées. Le Darfour a réussi à sortir de l'état de guerre et à surmonter les problèmes de sécurité et les difficultés politiques du passé, et le gouvernement de transition a déployé des efforts considérables pour renforcer la sécurité, la paix et la stabilité dans la région. Au premier plan de ces efforts figure l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, signé en octobre 2020, dont le gouvernement s'attache actuellement à mettre en œuvre les dispositions en coopération avec les partenaires du processus de paix, afin de pérenniser la paix au Darfour.

En outre, dans le cadre de l'Accord, les anciens chefs des mouvements armés ont été nommés à des postes souverains, ministériels, régionaux et dans les administrations des États. Il n'y a plus de guerre entre le gouvernement soudanais et les mouvements armés au Darfour, comme par le passé ; aussi, le Conseil de sécurité n'a pas besoin d'un groupe d'experts chargé de surveiller l'application des sanctions.

Le gouvernement soudanais a élaboré plusieurs plans et mesures visant à remédier à la situation sur les plans politique, humanitaire et de la sécurité au Darfour. Le gouvernement de transition a adopté un plan national de collecte des armes détenues sans permis et mené une campagne qui a permis de collecter de grandes quantités d'armes qui ont ensuite été éliminées et détruites en présence d'un grand nombre d'ambassadeurs étrangers accrédités à Khartoum et de représentants de l'ONU et d'autres organisations internationales. Ce plan a pour but de mettre fin aux sources de menace pour la vie des civils, et sa mise en œuvre contribuera assurément à renforcer la stabilité et la sécurité, et permettra à terme d'éliminer tout risque potentiel.

Sur le plan humanitaire, le gouvernement a pris des décisions et donné des directives qui garantissent aux organisations humanitaires la liberté de circulation et d'accès. Il n'existe plus d'obstacle administratif ou procédural qui pourrait entraver le travail humanitaire, et il est désormais plus facile d'accéder aux zones encore sous le contrôle de deux mouvements (l'Armée de libération du Soudan-Abdul Wahid au Darfour et du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou au Kordofan méridional) qui ne prennent pas part aux négociations. Par conséquent, le groupe d'experts du Conseil de sécurité n'a plus rien à surveiller. À cela s'ajoute la mise en place de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), sous la supervision de laquelle les organismes et programmes des Nations Unies se coordonnent avec les organisations humanitaires et intègrent les questions humanitaires dans leur mandat et leurs priorités stratégiques.

Vous noterez que l'Accord de paix de Djouba, signé en octobre 2020, repose sur une approche pratique globale visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit au Darfour, car il couvre cinq axes qui portent sur cinq thèmes principaux. Il existe également un autre accord qui porte sur les questions nationales liées à l'avenir du régime en place, à la Constitution et à une participation équitable à la vie politique. Huit protocoles ont été signés sur des questions relatives au partage du pouvoir, au partage des richesses, aux accords de cessez-le-feu et aux mesures de sécurité, à la justice, au fait d'avoir à rendre des comptes, à la réconciliation, aux dédommagements à verser, au développement du secteur nomade et pastoral au Darfour, aux droits fonciers et traditionnels (haouakir), aux personnes déplacées et aux réfugiés.

Le gouvernement soudanais ne s'appuie que sur des ressources financières limitées, la communauté internationale n'ayant pas tenu ses promesses relatives au financement du processus de paix au Darfour. À cet égard, nous rappelons que le gouvernement soudanais a maintes fois exprimé sa détermination à appliquer les dispositions de l'Accord, comme prévu, et son intention de régler les problèmes qui subsistent sur le plan social et en matière de sécurité. Nous tenons également à signaler que plusieurs conférences de réconciliation ont été organisées ces derniers mois entre les tribus du Darfour occidental et du Darfour méridional. Ces conférences ont été couronnées d'un succès remarquable car elles ont permis de régler certains litiges fonciers et de faciliter le retour des personnes déplacées et des réfugiés dans leurs villages. Dans certains des rapports qu'il a récemment présentés au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a relevé les effets très positifs de ces initiatives de réconciliation, qui ont contribué à la restauration de la sécurité et de la stabilité au Darfour.

Il aurait été logique et objectif de mettre fin aux activités du Groupe d'experts avant l'expiration du mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) ou, au plus tard, avec le retrait de la MINUAD en 2020, rien ne justifiant plus son maintien, puisque le Darfour est actuellement dans une phase de consolidation de la paix plutôt que de maintien de la paix. Pourtant, le mandat du Groupe d'experts a paradoxalement été prorogé pour une année supplémentaire, par la résolution 2562 (2021), puis jusqu'en mars 2023, par la résolution 2620 (2022). Le nouveau mandat comprenait le suivi de l'application de l'Accord de paix de Djouba et du plan national de protection des civils. À cet égard, il convient de préciser ce qui suit :

- Premièrement, l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan prévoit un mécanisme spécialement créé pour surveiller sa mise en œuvre. Il s'agit du mécanisme de suivi et d'évaluation qui réunit, outre les trois garants (le Soudan du Sud, les Émirats arabes unis et le Tchad) et les autres pays voisins, l'Union

africaine, l'ONU, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Union européenne. C'est le mécanisme défini par les parties à l'Accord.

- Deuxièmement, en ce qui concerne la surveillance de la mise en œuvre du plan national de protection des civils, un mécanisme suprême réunissant tous les ministères et organismes concernés a été créé à cet effet et placé sous la supervision de ces ministres. Ce mécanisme a formulé un plan national de protection des civils, qui a été transmis au Conseil de sécurité, et il a continué de présenter au Conseil des rapports périodiques sur l'avancement de la mise en œuvre du plan, en transmettant des copies à la présidence du Comité des sanctions. Le dernier en date a été envoyé au Conseil le 1^{er} février.

Le 15 février 2022, le mandat du Groupe d'experts a été prorogé par la résolution [2620 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité pour une période d'un an se terminant en mars 2023. Il était assorti de critères exigeants devant permettre d'évaluer les progrès réalisés dans les domaines suivants : gouvernance politique et économique, dispositions transitoires en matière de sécurité au Darfour et plan national de protection des civils, justice transitionnelle et respect du principe de responsabilité. La plupart de ces indicateurs ne sont pas réalistes et ne peuvent être atteints même dans certains pays développés.

À la lumière des observations ci-dessus, qui confirment toutes que rien ne justifie la prorogation du mandat du Groupe d'experts et du régime de sanctions, nous demandons au Conseil de sécurité de mettre fin au mandat du Groupe d'experts et de lever toutes les sanctions. Le Gouvernement soudanais a obtenu de nombreux résultats notables, dont nous ne citerons que quelques exemples :

- Promotion de la paix sociale et de la coexistence pacifique au Darfour, forums de réconciliation et réunions de l'administration civile ;
- Développement de programmes d'action pour la justice transitionnelle, le règlement des conflits par des moyens pacifiques et la lutte contre l'insécurité ;
- Formulation d'un plan global de protection des civils qui a été transmis au Conseil de sécurité ;
- Création de la commission nationale pour la paix ;
- Entrée en vigueur de la loi sur les pâturages, les chemins pastoraux et les cabanes, afin de réduire les frictions entre les agriculteurs et les éleveurs, et définition de procédures permettant de sécuriser ces chemins ;
- Efforts visant à remédier à l'instabilité environnementale résultant des changements climatiques ;
- Mise en place de la Commission du Soudan du Sud pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration ;
- Distribution du deuxième lot de voitures et de véhicules de sécurité et création de l'unité de protection des civils ;
- Renforcement des capacités des membres des forces régulières ;
- Sécurisation des camps de déplacés et des villages de retour volontaire ;
- Sensibilisation au respect du droit international parmi les représentants des personnes déplacées ; mise en place d'institutions judiciaires ; fourniture de conseils juridiques et d'orientations aux organisations de la société civile ;
- Formation de la police à la lutte contre les violences sexuelles.

Ainsi, la levée des sanctions imposées en vertu de la résolution [1591 \(2005\)](#) et des résolutions connexes permettra au gouvernement soudanais de reconstituer les capacités de ses forces de sécurité et des organismes chargés de l'application des lois, afin de maintenir et de consolider la paix, non seulement au Darfour mais aussi dans les zones frontalières où des groupes de criminalité transnationale organisée se livrent à la traite des personnes et au trafic d'armes, entre autres agissements criminels transfrontaliers. Les sanctions imposées ont entravé directement le processus de stabilisation.

L'Organisation de la coopération islamique appuie résolument la demande légitime du Soudan, et appelle à la levée immédiate et sans conditions de ces sanctions, tout comme le Conseil de sécurité l'a fait par le passé dans le cadre de la résolution [2444 \(2018\)](#), d'autant plus que cela permettrait au gouvernement soudanais de jouer un rôle capital dans la région, comme en témoignent l'Accord politique pour la paix en République centrafricaine et les accords de paix au Soudan du Sud, et de renforcer la paix et la sécurité au Darfour.

La situation de conflit au Darfour s'est considérablement apaisée, et l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, en tant qu'accord de paix majeur, a permis d'obtenir des résultats conformes aux critères de référence.

(Signé) Munir **Akram**
